

# GOVERNEMENTALITÉ DE LA GUERRE D'INVASION RUSSE EN UKRAINE :

## De la définition de l'état de guerre permanent comme nouvelle « raison d'État » en Russie

Article écrit en juin 2023

*En lien indissociable de la question géopolitique et du rapport à « l'Ouest collectif » euro-atlantique, la guerre d'invasion de l'Ukraine par la Russie a une dimension manifeste d'exacerbation de la gouvernementalité poutinienne, dans laquelle se précise la redéfinition en cours de l'état de guerre – permanent ? – comme nouvelle « raison d'État » en Russie. Pendant vingt ans, le pouvoir du gouvernement de Vladimir Poutine a tenu grâce à la démobilisation de la population russe, incitée à ne s'intéresser ni aux guerres ni à la chose publique en général. Mais le régime opère aujourd'hui un basculement total, en demandant à la société de se lever comme un seul homme et de consentir à de grands sacrifices. À n'en point douter, le poutinisme est aujourd'hui à un point de bascule et demandera de plus en plus à sa population. Une forme de « restalinisation partielle » des rapports entre l'État et la société est en marche en Russie. Les effets en sont aussi larges que profonds.*

.....

**Nicolas GOSSET**, Politologue, titulaire d'un diplôme d'études complémentaires en sociologie politique et d'un diplôme d'études approfondies en sciences de la population et du développement (Université libre de Bruxelles), Nicolas Gosset est chercheur Russie/Eurasie au Centre d'études de sécurité et de défense de l'IRSD, spécialiste de la Russie, des anciens mondes soviétiques et des dynamiques géopolitiques eurasiatiques.

### Introduction

En lançant sa guerre d'invasion à l'aube du 24 février 2022, Vladimir Poutine voulait, selon des analyses convergentes,<sup>1</sup> « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine en quelques semaines tout au plus (entendez la « neutraliser », ce qui signifie la destruction de ses forces armées, et la « désoccidentaliser », ce qui implique un changement de régime). Ces deux objectifs – « reddition » et « kremlinisation »<sup>2</sup> – iraient logiquement de pair avec la prise de contrôle du territoire ukrainien (pour tout ou partie), et notamment de ses grands centres urbains. L'objectif final de cette « opération militaire spéciale » est évidemment politique, même si le Kremlin a annoncé qu'il s'en tiendrait à des cibles « militaires ». Au-delà du camouflage sémantique, il

<sup>1</sup> Olivier Kempf, *Guerre d'Ukraine* (Paris : Éditions Economica, 2022), 22-23.

<sup>2</sup> Concept développé en France par Hélène Blanc, notamment dans : Hélène Blanc, *Goodbye Poutine : L'Union européenne, la Russie et l'Ukraine* (Paris : Éditions Ginkgo, 2015). Le concept est également utilisé dans la littérature anglo-saxonne, par exemple, Graeme P. Herd, "Russia's 21st century imperialism. Understanding Russia's regional reach in an era of great power competition," per *Concordiam. Journal of European Security and Defense Issues* 11, no. 4 (2021).

#### Mots clés :

Russie ;

Ukraine ;

guerre permanente ;

gouvernementalité ;

Grande guerre patriotique ;

agent de l'étranger ;

poutinisme.

est frappant de constater que le narratif contextuel du Kremlin reprend systématiquement, à mots couverts, un langage employé, à bon ou parfois à plus mauvais escient, par les pays occidentaux dans les deux dernières décennies, invoquant (contre toute évidence) un « génocide » dans le Donbass (référence au Kosovo, 1999), suggérant aussi que la « junte » de Kiev doit être renversé (référence à la Libye, 2011) et prétendant même (à l'encontre des faits) que l'Ukraine pourrait chercher à produire des armes nucléaires (référence à l'Irak, 2003), comme arguments pour « justifier » son intervention en Ukraine ; une entreprise militaire, non pas de « maintien de la paix » et « d'autodéfense préventive » comme faussement présenté à sa population par la machine de propagande russe, mais bien « d'imposition de la volonté » (de V. Poutine).

### **Derrière l'ambition russe de « retournement » historiciste, l'obsession de la « frontière épaisse »**

En lien indissociable de la question géopolitique et du rapport à « l'Ouest collectif » euro-atlantique, la guerre d'invasion de l'Ukraine par la Russie a une dimension manifeste de territorialisation de la gouvernementalité poutinienne<sup>3</sup> qu'il convient de pas négliger. Quelques soient les évidentes difficultés rencontrées sur le terrain par cette « opération militaire spéciale » fondée sur une « vision stratégique et politique déformée de la réalité ukrainienne »,<sup>4</sup> le Kremlin, à défaut d'y être contraint, ne laissera pas volontairement tomber les objectifs d'imposition de (sa) volonté qu'il s'est fixé à cet égard. L'invasion de l'Ukraine lancée par Vladimir Poutine, « sa » guerre à bien des égards, s'inscrit dans la longue histoire d'un empire qui s'est effondré et reconstitué deux fois en un siècle. Elle est devenue sous sa conduite l'expression paroxystique du « virus impérial ancré dans la société russe ».<sup>5</sup>

Répetons-le : les circonstances, les objectifs et la forme que prend la guerre d'invasion de la Russie contre l'Ukraine doivent être appréciées à l'aune des convictions affichées, publiées et répétées maintes fois par le président russe. Dans le projet de réécriture révisionniste de l'histoire de l'Ukraine et de la nation ukrainienne énoncé en « explication de texte » à sa déclaration de guerre et à l'invasion du pays,<sup>6</sup> où il a appuyé de manière répétée sa thèse professée et déclinée à de multiples reprises de la prétendue « unité contrariée des Russes et des Ukrainiens » comme ne formant en fait « qu'un seul peuple » « injustement séparé par l'effondrement de l'Union soviétique » réinterprété comme la « désintégration de la Russie historique »,<sup>7</sup> Vladimir Poutine a fait grand cas de marteler sa conviction selon laquelle l'Ukraine serait un état « artificiel », dont la composition soviétique, « accidentellement » figée par les indépendances au moment de l'effondrement de l'URSS en 1991, serait une « erreur historique » qu'il conviendrait (et lui appartiendrait) de réparer. Depuis qu'il est président, il a endossé la stature sans cesse amplifiée au fil des ans d'un rassembleur des terres russes, russophones et orthodoxes. Pour Vladimir Poutine, déterminé à

3 Pascale Laborier, « La gouvernementalité, » in Michel Foucault. *Un héritage critique*, éd. Jean-François Bert et Jérôme Lamy (Paris : Éditions du CNRS, 2014), 169-181.

4 Isabelle Facon, « L'armée russe, une puissance militaire fantasmée à l'épreuve », *Le Monde*, 17 mars 2022, Tribune, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/17/isabelle-facon-l-armee-russe-une-puissance-militaire-fantasmee-a-l-epreuve\\_6117836\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/17/isabelle-facon-l-armee-russe-une-puissance-militaire-fantasmee-a-l-epreuve_6117836_3232.html) (consulté le 10 février 2023).

5 Aude Merlin, « Il y a un virus impérial ancré dans la société russe », *L'Écho*, 25 septembre 2022, Carte blanche, <https://www.lecho.be/economie-politique/international/general/aude-merlin-politologue-specialiste-de-la-russie-il-y-a-un-virus-imperial-ancre-dans-la-societe-russe/10415853.html> (consulté le 10 février 2023).

6 « Ukraine : La déclaration de guerre de Vladimir Poutine » (24 février 2022), consultable en français sur la chaîne YouTube Le Figaro Live, <https://www.youtube.com/watch?v=VrNQqWPGgyA> (consulté le 12 février 2023).

7 Article signé par Vladimir Poutine, *De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens*, mis en ligne le 12 juillet 2021 (en russe, en anglais et en ukrainien) et disponible pour la version anglaise sur le site du Kremlin, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/66181> (consulté le 12 février 2023), 4.

imposer par la force militaire les préceptes dogmatiques de sa « passion nationaliste » de reconstitution de l'empire perdu dans une lecture à la fois néo-eurasiste et orthodoxo-slavo-impériale de l'histoire russe, le fait est entendu : l'Ukraine, comme le voisin biélorusse, ne peut exister que comme « dominion » de la Sainte Russie – ou ne pas être. Les destins de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Russie seraient ainsi intrinsèquement et inaliénablement liés.<sup>8</sup> Pour lui, l'Ukraine doit « retourner » à la Russie, où « elle appartient ». C'est « l'ordre naturel de l'histoire » (sic). Et quand bien même l'Ukraine (Petite-Russie) ne voudrait pas – de toute évidence – « revenir » à la (Grande) Russie, alors faut-il la y contraindre.<sup>9</sup> À défaut de pouvoir mener à bien cette ambition de « dressage »<sup>10</sup> ou de « mise au pas » de l'Ukraine, convient-il désormais de la punir, en détruisant ses infrastructures, déportant sa population et en prenant en gage ses territoires au profit d'une logique dix-neuviémiste d'expansionnisme territorial.

Un tel scénario de remodelage des frontières politiques de l'Ukraine peut sembler une fantaisie impériale d'un autre temps, mais il permettrait ce faisant au maître du Kremlin de séparer par la force, tout en limitant l'emprunte et le coût, ce qu'il imagine être la « part russe » – « sa » part donc – de l'Ukraine, de ce qu'il perçoit être – à tort ou à raison – une partie plus nationaliste de l'Ukraine. Une épuraton non pas ethnique, mais bien politique en découle. « *Poutine aimerait que tous les Ukrainiens patriotes, politiquement actifs et indépendants d'esprit quittent 'sa' partie de l'Ukraine* », a écrit dans une magistrale Tribune du New York Times le grand historien russe Aleksander Etkind, titulaire de la chaire Russie-Europe au European University Institute de Florence.<sup>11</sup> À n'en pas douter, pousser à l'exode les populations des villes et régions d'Ukraine soumises au blocus et aux bombardements de l'armée russe constitue un moyen certes expéditif mais néanmoins efficace pour y parvenir. L'idée de « redéfinir » l'Ukraine en la divisant était d'ailleurs implicite dans son allocution à la nation russe du 24 février : « *Laissez-moi vous rappeler que personne n'a jamais demandé aux gens vivant dans les territoires de l'Ukraine d'aujourd'hui comment ils voulaient vivre quand l'URSS a été créée ou après la Grande guerre patriotique* ». Et d'ajouter : « *Notre politique est basée sur la liberté. Liberté pour chacun de déterminer pour son avenir et celui de ses enfants. Et nous considérons qu'il est important que toutes les personnes vivant dans l'Ukraine d'aujourd'hui puissent exercer ce droit, le droit de choisir. Tous ceux qui le voudront doivent être en mesure d'exercer ce droit de poser un choix libre* » (sic).<sup>12</sup> De la Liberté sous occupation russe et la « République populaire de la peur » selon V. Poutine.

Reprenant à son compte une vieille *anekdot* soviétique selon laquelle « *les frontières de l'URSS s'arrêtent là où Moscou le décide* » (sic), Vladimir Poutine devait lui-même déclarer en 2016 : « *Les frontières de la Russie ne se terminent nulle part* ». <sup>13</sup> L'affirmation n'a jamais pris un sens aussi tangible depuis longtemps à l'Ouest. La vision des frontières de la Russie a sans doute évolué chez le président russe. Ce qui n'a pas changé, en revanche, c'est ce que Sabine Dullin appelle l'impératif d'une « frontière épaisse », <sup>14</sup> c'est-à-dire avec une zone tampon la plus large

8 Anna Colin Lebedev, *Jamais Frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique* (Paris : Seuil, 2022), 27.

9 Antoine Brunet et al., *Ce que révèle l'invasion de l'Ukraine* (Paris : L'Harmattan - Questions contemporaines, 2022), 36.

10 Alexandre Devecchio, « Guerre en Ukraine : l'amorce d'une véritable guerre froide politique, militaire et idéologique », interviewé par Bruno Tertrais, Le Figaro, 25 février 2022, <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/bruno-tertrais-c-est-l-amorce-d-une-veritable-guerre-froide-politique-militaire-ideologique-20220225> (consulté le 12 février 2023).

11 Aleksander Etkind, "Putin calls Ukrainian statehood a Fiction. History suggests otherwise," *The New York Times*, 21 février 2022, <https://www.nytimes.com/2022/02/21/world/europe/putin-ukraine.html> (consulté le 12 février 2023).

12 « *Ukraine : La déclaration de guerre de Vladimir Poutine* » (24 février 2022), consultable en français sur la chaîne YouTube Le Figaro Live. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=VrNQqWPGgyA> (consulté le 12 février 2023).

13 Cité dans « "Les frontières de la Russie n'ont pas de limites" plaisante Poutine », *Agence France Presse*, 24 novembre 2016.

14 Thèse développée par l'historienne Sabine Dullin, dans Sabine Dullin, *La Frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques* (Paris : Éditions de l'EHESS, 2014). Également dans Sabine Dullin, *L'Ironie du destin. Une histoire des Russes et de leur empire* (Paris : Payot, 2021).

possible pour se préserver des influences occidentales. Pour le leader actuel de la Fédération de Russie, comme auparavant les dirigeants soviétiques et de nombreux tsars avant eux, le principal danger vient de l'Ouest et de son influence présentée comme allogène et néfaste à « l'esprit national russe » (*narodnost'*). Depuis l'Euro-maïdan de l'hiver 2013, et même avant (révolution orange de 2004), l'Ukraine serait tombée sous une influence occidentale qui lui aurait été définitivement imposée par le « *coup d'État fasciste* » (sic) du 22 février 2014. S'identifiant au destin de grande puissance de la Russie, dont le délabrement territorial post-soviétique lui fait honte, Vladimir Poutine ne supporte pas l'indépendance de son voisin du sud. Mais ce qui lui est le plus insupportable dans cette indépendance, c'est le contre-modèle offert aux Russes d'un « peuple frère », de culture mêlée (« russe » pour Poutine),<sup>15</sup> qui choisit la liberté politique en contre-point exact du régime de gouvernementalité auquel les Russes se voient volontairement contraints au nom d'une grandeur nationale/impériale prétendument recouvrée et d'une essentialisation (*plus radicalisation*) croissante de leur identité.

### **Rhétorique de la « Grande guerre patriotique 2.0 » : Le rapport à l'Occident, au cœur des enjeux de la guerre d'Ukraine**

De manière fondamentale et incidente, le pouvoir russe n'imagine pas que les peuples puissent être les moteurs des évolutions qui les portent et que l'attrait exercé par l'état de droit puisse répondre à des aspirations populaires ; à ses yeux, les contestations internes n'émergent que parce qu'elles sont inspirées et soutenues par l'étranger.<sup>16</sup> Aux critiques que suscite le durcissement du régime politique en Russie, il répond que la démocratie est « souveraine » et que la Russie a une spécificité et des intérêts qui ne s'identifient pas à ceux de l'Occident.<sup>17</sup> Il reproche à celui-ci, sous couvert de soutien à la démocratie, d'encourager des forces politiques antiruses. Il accuse les États-Unis et leurs alliés (ou plutôt « vassaux ») européens de se comporter en puissance hégémonique en négligeant intentionnellement les intérêts russes, d'être à l'origine des déséquilibres du système international et de « se-mer le chaos » en intervenant dans les affaires souveraines d'autres États et en soutenant « des néo-fascistes et des islamistes radicaux ».<sup>18</sup> Dans cette lecture du monde que l'on peut qualifier de complotiste, en tout cas très KGBiste, lesdites « révolutions de couleur », y compris – et surtout – l'Euromaïdan ukrainienne, les contestations politiques en Russie même, comme celles de l'hiver 2011-2012 (*cf.* manifestations de la Bolotnaya), les déboires économiques de la Russie, etc., sont interprétés comme le fruit de manipulations américaines et plus largement occidentales dont le but est d'affaiblir les positions de la Russie.<sup>19</sup> Le regard porté sur les politiques européennes va dans le même sens. Le partenariat oriental (2009) n'est pas, comme le résuma le politiste russe Alexander Pouchkov peu après son lancement (2011), « *une politique de coopération avec la Russie dans les pays concernés, mais une politique de rivalité et de concurrence* ».<sup>20</sup> Dans ce qui est analysé comme un jeu à somme nulle, les accords d'association et de libre-échange furent perçus à Moscou comme une menace pour son influence. Ce regard porté sur les politiques occidentales a amené d'aucuns en Russie, mais également parfois en Europe, et ailleurs, à estimer que l'Occident a « humilié » la Russie en cherchant à la marginaliser, en menant, en particulier dans l'espace post-soviétique, des politiques « *perçues comme une menace à ses intérêts vitaux* »,<sup>21</sup> la poussant ce faisant à réagir... jusqu'à la guerre aujourd'hui. Bref, on le voit, le pouvoir russe en

.....  
15 Anna Colin Lebedev, *Jamais Frères ?*, 26.

16 Anne de Tinguy, *La Russie dans le monde* (Paris : CNRS Editions, 2019), 27.

17 Bertrand Badie, *Le temps des humiliés* (Paris : Odile Jacob, 2014), 36-37.

18 Voir par exemple le discours de V. Poutine du 25 octobre 2014.

19 Anne de Tinguy, *La Russie dans le monde*, 19.

20 A. K. Pouchkov, *Vnechniaia politika Rossii i èë natsional'nyie interesy v XXI veke* [la politique étrangère de la Russie et ses intérêts nationaux au XXIe siècle] (Moscou : Éditions Mgimo-Ouniversitet, 2011), 69.

21 Sur cette lecture voir d'une part Laurent Chamontin, *L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe*, 2e éd. (La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2017), 54 et 62; et d'autre part Richard Sakwa, *Russia against the Rest : the Post-cold War crisis of World Order* (Cambridge : Cambridge University Press, 2017).

est venu à se façonner complètement par opposition à l'Occident, mobilisant aujourd'hui la société à travers la guerre en l'appelant à résister à « l'ennemi » à coup de slogans anti-occidentaux, et désormais aussi par les armes.

Le tournant est majeur. Pendant vingt ans, le pouvoir du gouvernement de Vladimir Poutine a tenu grâce à la démobilisation de la population russe, incitée à ne s'intéresser ni aux guerres ni à la chose publique en général.<sup>22</sup> Mais le régime opère aujourd'hui un basculement total, en demandant à la société de se lever comme un seul homme et de consentir à de grands sacrifices. À n'en point douter, le poutinisme est aujourd'hui à un point de bascule et demandera de plus en plus à sa population. Une forme de « restalinisation partielle »<sup>23</sup> est en marche. Les effets en sont aussi larges que profonds. Depuis l'annonce de la mobilisation « partielle » faite le 21 septembre 2022, le discours gouvernemental russe et ses relais de propagande se concentrent désormais sur la menace majeure que constituerait un Occident belliqueux, représenté par les forces armées de l'Otan. Cet argument fait écho à la mémoire de la Grande guerre patriotique (cf. désignation russe de la Seconde Guerre mondiale) contre l'Allemagne nazie, et cherche à imposer l'idée d'une « guerre juste ».<sup>24</sup> Il comporte deux dimensions. D'une part, l'armée russe viendrait « en aide » aux « *pauvres civils victimes* » d'un « *régime ukrainien néonazi* » (cf. « *ukronazi* (sic) »).<sup>25</sup> Dans cet élément de rhétorique, le pouvoir russe se pose ainsi en défenseur des faibles et des opprimés en Ukraine et dans les républiques autoproclamées du Donbass. En endossant l'habit humanitaire, il assure que l'armée russe est là pour sauver les femmes et les enfants prétendument martyrisés par l'armée ukrainienne. De l'autre, elle défendrait son pays face à des forces qui viseraient à sa destruction<sup>26</sup>. Dans les médias officiels, la révolution de Maïdan en 2014 avait déjà été présentée comme une prise de pouvoir par les nazis pour discréditer les nouvelles autorités ukrainiennes souhaitant se rapprocher des institutions européennes et se distancier de la Russie. Désormais, la mobilisation d'un vocabulaire emprunté à tort et à travers à la Grande guerre patriotique ne se contente plus d'assimiler les Ukrainiens et le gouvernement ukrainien à des nazis, l'instrumentalisation des heures les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale le généralise désormais à une lutte civilisationnelle contre un « Occident collectif » lui-même « nazifié ».

Cette rhétorique de la « Grande guerre patriotique 2.0 » contre l'Occident, qui est en train de monter en Russie, est rarement prise au sérieux dans les analyses : discours mobilisateur à usage interne, ou recadrage effectif des objectifs de guerre par le Kremlin? Peut-être est-on seulement dans la rhétorique, peut-être pas. Quelle qu'en soit la perspective, il apparaît clairement de la trajectoire observée de cette guerre que partir de l'idée d'un objectif de la Russie clair et stable (cf. « disposer d'une zone tampon avec l'OTAN ») est réducteur. En effet, les objectifs affichés par le Kremlin, et visibles sur le terrain, ont beaucoup fluctué depuis le début de la guerre. Il est certain qu'ils vont encore bouger, et pas seulement en fonction des évolutions sur le front. Toujours déterminante, leur corrélation contingente aux termes de la politique intérieure russe est à présent devenue existentielle pour le système poutinien. Quand bien même les décisions consolidées sur le recadrage des objectifs de l'opération militaire en cours vis-à-vis des buts de guerre initiaux soient certainement appelées à être postposées jusqu'à ce que (si) la situation militaire des forces russes sur le terrain connaisse un tour plus décisif, il est improbable que l'administration centrale revienne à horizon prévisible sur la définition de l'état de guerre comme nouvelle « raison d'État » en Russie.<sup>27</sup> Or, au regard de cette réalité mouvante et contingente, nous avons une difficulté fondamentale à penser une évolution qui toucherait les pays de l'Union européenne sur leur territoire. Sans aucunement préjuger qu'un tel scénario advienne, il faut pourtant bien l'envisager.

22 Tatiana Kastouéva-Jean, *La Russie de Poutine en 100 questions* (Paris : Tallendier - Texto, 2020), 21.

23 Mark Galeotti, *The Weaponization of Everything: A field guide to the new way of war* (London: Barnes & Noble, 2022), 54.

24 Anna Colin Lebedev, *Jamais Frères ?*, 37.

25 Cité dans Jonathan Littell, « De l'agression russe. Écrits polémiques », *Tracts Gallimard* 43 (Paris : Gallimard, 2022), 16.

26 Voir par exemple le discours de V. Poutine du 22 février 2023.

27 Idée formulée pour la première fois dans Ofer Fridman, *Russian Hybrid Warfare. Resurgence and Politicisation* (London : Hurst, 2019).

S'il en est une en effet, cette guerre nous a appris une chose: ne pas exclure les scénarios maximalistes, et ne pas se convaincre que le Kremlin ne prendra pas une décision parce qu'elle est irréaliste ou contraire à ses intérêts... (Don't think "*It's not in the interest of Russia*", don't say "*He wouldn't dare*"). Une seule chose peut être tenue pour certaine: les discours et pratiques gouvernementales du poutinisme ont contribué depuis de nombreuses années à installer la psyché russe dans une logique de confrontation avec l'Occident. Les effets en seront durables.

### Restalinisation partielle et « forteresse russe Assiégée »

Si elle est aujourd'hui en voie de consolidation sous les effets de la mobilisation, la réinstallation de cette économie morale de la confrontation et de violence n'est en rien un phénomène nouveau, contingent à la guerre d'Ukraine. En effet, le nouveau régime de gouvernementalité qui a été progressivement mis en place à partir de 1999, quand Vladimir Poutine devint Premier ministre du président Boris Eltsine, fut d'emblée marqué par la violence des attentats de Moscou et de Volgograd, pour lesquels existent de fortes suspicions de l'implication du FSB.<sup>28</sup> La capacité du régime à supprimer les libertés des Russes s'est développée dès avec la deuxième guerre de Tchétchénie. La journaliste russe assassinée Anna Politkovskaïa expliquait (cf. "**За Что**") qu'il ne fallait pas penser que la Tchétchénie était un problème limité, mais voir cette guerre comme un cancer : une tumeur qui allait métastaser dans l'ensemble de la société russe parce que tous les appelés qui étaient envoyés dans le Nord-Caucase revenaient avec cette culture de la violence sans limite, et que c'était précisément le sens de la nouvelle gouvernementalité poutinienne d'installer cet état de guerre permanent. Ceux qui à l'époque déjà s'opposèrent à cette guerre, les représentants de la liberté en Russie, furent qualifiés « d'agents de l'étranger » (cf. "**иноагентов**") dans la montée en puissance préliminaire d'un cadre répressif soviétique réactivé, et depuis généralisé.<sup>29</sup> Depuis un oukase promulgué le 10 novembre 2022, une simple mise en accusation administrative de « *bénéficiaire d'un soutien étranger* » ou de « *se trouver sous influence* » (et non plus le versement effectif d'un financement) peut valoir à un individu ou une organisation de figurer sur la liste des "**иноагентов**" publiée sur internet par les autorités.<sup>30</sup>

Issue d'un texte initial voté en 2012, progressivement durcie pour toucher non plus seulement les associations mais aussi les individus à partir de 2020, la loi sur les « agents de l'étranger » soumet ces derniers à de lourdes contraintes administratives – concrètement un compte rendu ultra-détaillé des revenus, dépenses et activités des six mois écoulés.<sup>31</sup> Déroger à ces règles – ou être accusé de ne pas les respecter – expose à de sévères sanctions, ayant notamment conduit – prélude funeste à ce qui devait suivre – à la dissolution de l'organisation de défense des droits humains *Memorial* sur décision de la Cour suprême de la Fédération de Russie le 28 décembre 2021. Avec la guerre d'Ukraine, ce qui était jusqu'alors surtout une désignation infamante, rappelant celle des « ennemis du peuple » utilisée à l'époque soviétique pour dénoncer et isoler les dissidents, est devenu un outil de répression et d'épuration socio-politique intérieure de plus en plus menaçant contre ceux que le pouvoir considère comme des « traîtres ». Les accusations de participation aux activités d'organisations jugées « indésirables » ou de diffusion de « fausses infor-

28 Anna Politkovskaïa, *La Russie selon Poutine* (Paris : Folio Documents, 2006), 28-30.

29 L'emprise du pouvoir sur l'espace public s'est considérablement renforcée à partir des années 2011 et 2012, suite aux grandes manifestations contre la fraude électorale et le retour de Poutine à la présidence, après le tour de passe-passe avec Medvedev (*respectivement président et Premier ministre, ils avaient permuté de fonction pendant une législature pour contourner la règle constitutionnelle des deux mandats présidentiels successifs maximum, Ndlr*). Un arsenal législatif répressif a été mis en place à l'encontre des forces critiques dans la société (associations, journalistes, militants locaux, activistes politiques). Une fermeture croissante de l'administration russe s'est alors mise en place, au point qu'il est devenu quasiment impossible pour les chercheurs de mener des enquêtes auprès de ses représentants et des services officiels.

30 Le 25 novembre 2022, la liste des personnes et organisations déclarées « agents de l'étranger » ("**иноагентов**") a été élargie par le ministère de la Justice de la Fédération de Russie pour y inclure notamment l'ancien maire d'Iekaterinbourg, Evgueni Roizman, l'avocat Ilya Novikov (Ilya Novikov a défendu devant le tribunal le soldat ukrainien capturé Nadezhda Savchenko et le défenseur tchéchène des droits de l'homme Oyoub Titiev) et la journaliste Alexandra Garmazhapova, fondatrice de l'association Bouriatie libre.

31 De surcroît, les noms des « agents de l'étranger » sont désormais accompagnés de données, considérées théoriquement comme confidentielles : adresse, numéro fiscal et de sécurité sociale...

mations » sur l'armée russe sont aujourd'hui passibles de lourdes peines de prison. En plus des ONG, fondations et institutions gouvernementales et multilatérales occidentales, nord-américaines et européennes, l'Ukraine figure désormais en bonne place sur la liste des sources de financements étrangers déclarés « subversifs » et « antirusse » dans le registre des « agents de l'étranger » du MinJust et du MVD (ministère de l'Intérieur).

On compte aujourd'hui (février 2023) en Russie deux cent douze médias et organisations stigmatisés sous ce label, auxquels s'ajoutent désormais 82 personnes physiques et 16 associations publiques.<sup>32</sup> Les médias concernés, soit la totalité de la presse indépendante, exilés hors de Russie pour la plupart, doivent désormais faire précéder chacune de leurs publications d'une mention infamante en lettres majuscules précisant leur « statut ». Cela vaut aussi pour tout *post* sur internet d'une personne désignée comme « agent de l'étranger ». La liste des interdictions, alourdies par le décret du 10 novembre 2022, est impressionnante : interdiction d'être employé dans un service public, de participer à toute commission publique et bien sûr aux élections, d'organiser des événements publics, d'enseigner et même de travailler dans des établissements publics... Des mesures – équivalant peu ou prou à une mise au ban et à une invisibilisation/élimination de l'espace public – pouvant aisément favoriser voire encourager des dérives ou des violences – nombre d'« agents de l'étranger » sont ainsi la cible de harcèlement « anonyme » et de brutalités policières. Dans le contexte de la mobilisation et de l'accroissement de la répression intérieure, l'étau qui se resserre, après avoir fait table rase de toute opposition et média indépendants, vise prioritairement la moindre expression contre l'« opération militaire spéciale » en Ukraine. Presque tout le monde désormais en Russie peut devenir un « agent de l'étranger ».

S'est ainsi qu'a été progressivement reconstruite une psyché de « forteresse russe assiégée » et de confrontation avec l'Occident, de revanche, de refus d'acceptation de l'ordre issu de la guerre froide et de révision de l'architecture de la sécurité européenne.

Au cours de l'année 2022, plusieurs catégorisations sociologiques de la société russe ont été présentées sur la base du positionnement et du soutien populaire à la guerre. Parmi ces nombreuses tentatives souvent aussi fragiles que sur-interprétatives, une typologie communément considérée comme présentant le plus grand degré de pertinence parmi les analystes de la société russe est celle la subdivisant en un « parti de la guerre », un « parti de la paix », et un large groupe intermédiaire de « conformistes ».<sup>33</sup> Le « parti de la guerre » et le « parti de la paix » constituent tous deux une menace potentielle pour le régime de Poutine, car ils représentent une faction susceptible de saper son pouvoir, soit par un coup d'État au sommet, soit par un soulèvement populaire. À court terme, l'effort de guerre peut être maintenu en faisant tourner la machine de propagande à plein régime et en passant par une « stalinisation » accrue à l'intérieur, purges et répression, **étouffant dans l'œuf toute forme de protestation** en s'appuyant sur un appareil sécuritaire de confiance, le FSB ou la *Rosgvardia* (la garde nationale). Au-delà de ce seul appareil sécuritaire, le président Poutine a progressivement construit un pouvoir de plus en plus centralisé et de plus en plus coercitif, mais appuyé sur un réseau décentralisé d'encadrement de la société. La formule peut sembler paradoxale, mais elle signifie que la coercition est distribuée et déléguée à différents acteurs, et cela dans toutes sortes de domaines. Françoise Daucé, directrice du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC) et spécialiste des relations entre l'État et la société en Russie, a particulièrement bien décrit comment Vladimir Poutine a mis en place depuis une décennie des relais de pouvoir auprès de toutes les composantes de la société.<sup>34</sup> Il s'appuie sur toute une série de réseaux, de nœuds et

32 Минюст РФ: «Дождь» включили в список «иноагентов» за распространение материалов Настоящего Времени и других СМИ и физлиц-иноагентов» [Ministère de la Justice de la fédération de Russie : Dozhd a été inclus dans la liste des « agents de l'étranger » pour la distribution de documents de *Current Time* et d'autres médias et individus – « agents de l'étranger »], телеканал «Настоящее Время» [« Current Time »], 10 novembre 2022.

33 Lire à ce propos Joris Van Bladel, «Captivated by War. The Russian People in the face of the Ukraine War, Mobilization, and Tactical Defeat», *Egmont Paper*, 118 (February 2023)

34 Françoise Daucé, « Le pouvoir de Vladimir Poutine s'exerce à travers un réseau d'emprises sur la société », *Le journal du CNRS* (octobre 2022).

d'emprises sur la société. La Fédération de Russie est un pays immense, et l'exercice du pouvoir doit forcément passer par des relais locaux, en l'occurrence les gouverneurs de région, les maires des grandes villes et les administrations locales. On observe d'ailleurs que ces acteurs régionaux et locaux font parfois preuve d'un certain zèle à l'égard du pouvoir central, en anticipant les décisions et les volontés de Moscou, en ce compris dans les processus de la mobilisation, que ceux-ci s'inscrivent dans la sphère militaire, civile, économique ou informationnelle.

Poutine n'est évidemment pas seul à gérer son pays, il faut en avoir absolument conscience. À long terme, en tant que commandant en chef, légitimateur ultime (et initiateur) de l'opération militaire spéciale, de son cadre et de ses buts, il doit toutefois remporter des succès militaires sur le champ de bataille en Ukraine pour apaiser le parti de la guerre, limiter les dégâts économiques pour maintenir la passivité des conformistes, et mettre à terme aux combats pour maintenir le parti de la paix isolé. Fondamentalement, il s'agit là d'un ensemble d'injonctions contradictoires qui illustre à la fois l'absurdité de l'entreprise de Poutine et la fragilité du système qu'il incarne. Compte tenu de son état de paroxysme actuel, il semble vain de lutter contre la propagande toxique du Kremlin avec des arguments rationnels. Bien que le plan d'action de Poutine en Ukraine soit un désastre déguisé, il ne reste plus qu'une stratégie basée uniquement sur la logique militaire. Les sondages de l'opinion publique n'ont en outre que peu ou pas de valeur prédictive. Il convient néanmoins de surveiller l'évolution de l'équilibre précaire entre le parti de la guerre et celui de la paix en 2023. Il s'agit d'un indicateur essentiel pour évaluer la manière dont le peuple russe fait face à la guerre et comment il est lié aux dirigeants actuels. Le test décisif pour le pouvoir personnel de Poutine sera l'intensification de l'offensive en cours depuis le début de 2023. À bien des égards, l'attaque ré-intensifiée contre l'Ukraine déterminera l'issue de la guerre et l'avenir du poutinisme. Nous sommes clairement à un tournant, et celui-ci sera décisif. Il peut aller dans le sens d'un durcissement encore plus radical du pouvoir russe et des contraintes encore plus sévères sur sa population. Mais un échec militaire en Ukraine pourrait aussi provoquer la remise en cause des équilibres politiques internes à Moscou, permettant alors d'éventuellement envisager un renouvellement du pouvoir. Les deux scénarios sont possibles. La trajectoire du pouvoir russe demeure plus que jamais incertaine. ●



# BIBLIOGRAPHIE

- Andreï K. Pouchkov, *Vnechniaia politika Rossii i eë natsional'nyie interesy v XXI veke* [La politique étrangère de la Russie et ses intérêts nationaux au XXIe siècle] (Moscou : Éditions Mgimo-Ouniversitet, 2011)
- Anna Colin Lebedev, *Jamais Frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique* (Paris : Seuil, 2022)
- Anna Politkovskaïa, *La Russie selon Poutine* (Paris : Folio Documents, 2006)
- Anne de Tinguay, *La Russie dans le monde* (Paris : CNRS Editions, 2019)
- Antoine Brunet et al., *Ce que révèle l'invasion de l'Ukraine* (Paris : L'Harmattan - Questions contemporaines, 2022)
- Bertrand Badie, *Le temps des humiliés* (Paris : Odile Jacob, 2014)
- Françoise Daucé, « Le pouvoir de Vladimir Poutine s'exerce à travers un réseau d'emprises sur la société », *Le journal du CNRS* (octobre 2022).
- Graeme P. Herd, "Russia's 21st century imperialism. Understanding Russia's regional reach in an era of great power competition," *per Concordiam. Journal of European Security and Defense Issues* 11, no. 4 (2021)
- Hélène Blanc, *Goodbye Poutine : L'Union européenne, la Russie et l'Ukraine* (Paris : Éditions Ginkgo, 2015)
- Jonathan Littell, « De l'agression russe. Écrits polémiques », *Tracts Gallimard* 43 (Paris : Gallimard, 2022)
- Joris Van Bladel, "Captivated by War. The Russian People in the face of the Ukraine War, Mobilization, and Tactical Defeat," *Egmont Paper*, 118 (February 2023)
- Laurent Chamontin, *L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe*, 2<sup>e</sup> éd. (La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2017)
- Mark Galeotti, *The Weaponization of Everything: A field guide to the new way of war* (London: Barnes & Noble, 2022)
- Ofer Fridman, *Russian Hybrid Warfare. Resurgence and Politicisation* (London : Hurst, 2019)
- Olivier Kempf, *Guerre d'Ukraine* (Paris : Éditions Economica, 2022)
- Pascale Laborier, « La gouvernementalité, » dans *Michel Foucault. Un héritage critique*, éd. Jean-François Bert et Jérôme Lamy (Paris : Éditions du CNRS, 2014)
- Richard Sakwa, *Russia against the Rest : the Post-cold War crisis of World Order* (Cambridge : Cambridge University Press, 2017)
- Sabine Dullin, *La Frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques* (Paris : Éditions de l'EHESS, 2014)
- Sabine Dullin, *L'Ironie du destin. Une histoire des Russes et de leur empire* (Paris : Payot, 2021)
- Tatiana Kastouéva-Jean, *La Russie de Poutine en 100 questions* (Paris : Tallendier - Texto, 2020)